

VENTE DES LOGEMENTS SOCIAUX

Vers la régularisation des indus occupants

Le ministre de l'Habitat, Abdelmadjid Tebboune, s'est expliqué jeudi dernier au Conseil de la nation sur les lenteurs que connaît l'opération de vente des logements sociaux mis en service avant 2004, lancée, faut-il le rappeler, au temps du ministre Nouredine Moussa. Les chiffres sont très parlants...

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Sur les 571 000 logements sociaux locatifs mis en service avant 2004 et proposés à la vente par les Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI), à peine 155 000 ont été cédés à leurs occupants. Et pour cause, la majorité des occupants de ces logements à loyers modérés ne comptent pas parmi les bénéficiaires initiaux et n'ont pas le droit de jouir de ces logements.

Dans sa réponse jeudi passé à une question orale au Conseil de la nation, le ministre de l'Habitat Abdelmadjid Tebboune a rendu publics les résultats partiels de l'enquête réalisée par une commission installée au niveau de son département afin d'analyser les difficultés que connaît l'opération.

La commission, a-t-il précisé, a révélé que 144 000 locataires occupent indument ces loge-

ments. «Nous attendons les résultats définitifs. Le nombre des indus occupants serait beaucoup plus important, il tourne autour de 250 000», a-t-il indiqué.

Si la loi limite la cession du droit de jouissance des logements sociaux locatifs aux seuls descendants du bénéficiaire, beaucoup de bénéficiaires recourent à la «vente du pas de porte» moyennant une reconnaissance de dette.

Le mode de distribution de ces logements où le piston est érigé en règle, a créé un marché parallèle où les logements sociaux changent de main comme s'ils étaient la propriété de leurs occupants. Cette situation a fortement déséquilibré les trésoreries des OPGI qui accumulent des milliers de milliards d'arriérés de loyers et trouvent énormément de difficultés à les recouvrer. L'Etat a, ainsi, décidé de vendre ceux mis en



Abdelmadjid Tebboune, ministre de l'Habitat.

service avant 2004. Mais les conditions posées par la loi, exigeant qu'ils doivent être cédés au bénéficiaire du droit de jouissance, a bloqué l'opération qui a vite tourné au fiasco en dépit des bas prix affichés pour ces logements, desquels seront déduits les montants des loyers versés jusque-là par l'acquéreur. Près de la moitié des occupants de ces logements sont, donc, des indus occupants.

En effet, la commission dont parle le ministre a pour objet d'analyser les difficultés et proposer des solutions au gouvernement. Abdelmadjid Tebboune a indiqué qu'il y a plusieurs catégories d'indus occupants.

«Concernant les membres de la famille du bénéficiaire initial (ascendants, frères et sœurs, beaux-frères), le gouvernement a tranché sa décision et les indus

occupants de cette catégorie vont être régularisés. Quant aux autres, bientôt le gouvernement, solidaire, prendra une décision à leur sujet», a-t-il déclaré.

Par ailleurs, le ministre de l'Habitat a annoncé en marge de cette séance de questions orales que les prix de vente des logements AADL vont être augmentés pour les souscripteurs au programme 2013.

Il a expliqué cette décision par l'augmentation des coûts de réalisation. Cette augmentation, a-t-il ajouté, est actuellement à l'étude avec le ministère des Finances et tournera autour de 20% des prix fixés initialement (2,1 millions de dinars pour un F3 et 2,7 millions de dinars pour un F4). Et de conclure : «Cette augmentation ne concerne pas les souscripteurs aux programmes de 2001 et 2002. D'autant qu'elle ne sera pas intégrée dans l'apport initial des souscripteurs mais plutôt répercutée sur les versements mensuels et répartie sur l'échéancier de paiement établi suivant la solvabilité de chacun».

L. H.

ÉDUCATION

Quels changements pour la rentrée prochaine ?

Le ministère de l'Education nationale entame à partir de la rentrée scolaire prochaine la mise en place des premières réformes. C'est donc sous le signe du changement que se déroulera la rentrée 2016-2017. Nouveaux programmes, nouveau système d'évaluation, nouveaux manuels scolaires et réduction des jours de l'examen du bac, sont les principales nouvelles mesures qui entreront en vigueur dès septembre prochain.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir)- La rentrée scolaire 2016-2017 sera marquée par des changements. N'en déplaise aux opposants de la réforme, le système éducatif connaîtra bel et bien ses premiers changements à partir de septembre prochain.

Imperturbable, Nouria Benghebrit poursuit sa feuille de route pour le développement de l'école, tout en étant obligée de répondre et contredire les

rumeurs qui circulent à chaque fois qu'elle annonce l'introduction d'une nouvelle mesure. «Certaines parties étaient connues pour résister aux changements et aux réformes engagées depuis 2003 en faveur d'une école de qualité», disait-elle.

Benghebrit estime nécessaire qu'il y ait une évaluation et un point de situation, après douze ans de mise en œuvre de la réforme pour tenir compte de toutes

les innovations à l'échelon mondial. Une année après la conférence nationale du système éducatif, le secteur va mettre sur le terrain les premières recommandations issues de ce conclave des experts, dès septembre prochain.

La ministre de l'Education nationale a ouvert tout un chantier pour l'approfondissement du processus de la réforme du système éducatif entamé en 2003 mais la priorité, selon elle, sera donnée au cycle primaire, qui constitue 72% du parc des structures scolaires.

Le secteur a ainsi formé depuis avril 2015 près de 1600 inspecteurs et 60 000 enseignants pour mener à bien les nouveaux programmes de l'enseignement qui portent sur les valeurs algériennes et les langages fonda-



Des cartables plus légers pour la prochaine rentrée.

mentaux qui sont la langue arabe, étrangères. les mathématiques et les langues

S. A.

DÉCRYPTAGE DES PRINCIPAUX CHANGEMENTS POUR LA RENTRÉE 2016-2017

Nouveaux programmes de deuxième génération

De nouveaux programmes scolaires sont attendus à la rentrée et c'est l'un des chantiers qui ont suscité les plus fortes polémiques. Alors que le système éducatif passe simplement de la méthode d'enseignement centrée sur la mémorisation à l'utilisation des compétences et de l'intelligence de l'élève.

La ministre de l'Education a expliqué que les nouveaux programmes, dits de «deuxième génération», accordent plus de liberté à l'enseignant et plus de responsabilité dans l'évaluation des élèves, en prenant en considération ses différentes compétences dans l'apprentissage.

«C'est une vision qui donne une meilleure cohérence et confort à l'enseignant qui doit avoir une capacité de mesure. Nous sommes passés du programme au curriculum, une méthodologie qui permet à l'enseignant de prendre en compte l'ensemble des

compétences, capacités et activités de l'élève», a expliqué M^{me} Benghebrit.

Priorité au contenu algérien

Le contenu algérien sera à l'honneur dans les nouveaux programmes scolaires. Les élèves pourront mieux découvrir l'histoire de l'Algérie, ses auteurs à travers un contenu qui sera désormais à 80% algérien contre 2% auparavant.

Nouveaux manuels scolaires

Un livre unique sera introduit pour les classes de la première et deuxième année primaire pour alléger le cartable des élèves. Il y aura un livre regroupant les matières scientifiques comme les mathématiques et l'éducation scientifique, et un autre regroupant les matières littéraires comme l'arabe et l'éducation religieuse.

Les nouvelles mesures vont toucher aussi le cycle moyen puisque les élèves de la deuxième année moyenne qui comptent

actuellement près de onze livres, découvriront également de nouveaux manuels à partir de la rentrée.

Nouveau système d'évaluation

Le système de notation des élèves va aussi changer. Il y aura toujours des notes, mais le système d'évaluation sera basé sur la situation exacte des lacunes dans chaque matière en vue de les pallier. «Le système d'évaluation va passer d'une évaluation globale, notes et observations, à celle de la définition exacte des lacunes dans chaque matière en vue de faciliter leur traitement et leur assurer un soutien scolaire», a expliqué la ministre de l'Education. Le secteur de l'éducation absorbe 16% du budget national soit 6 milliards de dollars par an, alors que le taux de réussite est très insuffisant. En effet, sur 100 élèves qui entrent à la première année primaire, seuls quatre obtiennent le bac sans redoublement et 32% abandonnent l'école avant l'âge de 16 ans.

Le bac en trois jours

L'examen du baccalauréat devra se dérouler en trois jours à partir de l'année prochaine. La commission mixte, tutelle et syndicats, installée pour définir la formule à suivre pour réduire les jours d'examens de cinq à trois jours, devra rendre son travail au cours du mois de juin prochain pour trancher entre des épreuves anticipées, intégrer le contrôle continu ou introduire des épreuves orales.

Renforcement du personnel enseignant

Le personnel enseignant sera renforcé l'année prochaine. Plus de 33 000 nouveaux enseignants viendront renforcer l'effectif déjà existant. 28 000 enseignants feront leur rentrée dans le cadre du concours de l'enseignement et 5 000 autres sont des sortants des écoles nationales supérieures (ENS).

S. A.